

Quand le ministre et ses collègues comprendront-ils que l'absence de plans pour les jeunes veut dire pas de plans pour l'avenir?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Il y a dans le budget plusieurs mesures qui aideront les jeunes à se faire instruire. Je le renvoie au budget. Il comporte un certain nombre de mesures relatives au crédit pour études.

Si le député a d'autres suggestions précises, je serai très heureux d'en prendre connaissance.

M. Joe Fontana (London-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances.

Dans le budget présenté hier, le gouvernement ouvre aux Canadiens l'accès à la propriété en leur permettant d'utiliser leur REER, ce que nous approuvons, mais il revient sur son engagement à l'égard du logement social à bon marché. En effet, ce budget réduit de moitié en trois ans le financement du logement à prix modéré et élimine quelque 12 000 logements à prix modéré au cours des deux prochaines années.

Le ministre peut-il me dire pourquoi son gouvernement force ainsi plus d'un million de Canadiens, dont 500 000 enfants, qui habitent des logements médiocres, à vivre pour toujours dans la pauvreté sans espoir de jamais posséder une maison ni de jamais trouver un logement convenable?

L'hon. Elmer M. MacKay (ministre des Travaux publics): Monsieur le Président, j'aurais cru que mon collègue d'en face aurait félicité le ministre des Finances et le gouvernement pour les excellentes initiatives qu'ils ont prises sur le chapitre du logement.

Par contre, il me donne l'occasion de lui signaler et d'assurer aux gens qui dépendent du logement social que nous haussons en fait de 70 millions de dollars les fonds consacrés cette année au logement social. On consacre chaque année deux milliards de dollars environ au logement social, ce qui revient à dix milliards de dollars pour les cinq prochaines années.

Notre gouvernement n'a donc vraiment rien à se reprocher à cet égard. En outre, comme le député ne l'ignore pas, il existe beaucoup d'autres programmes qui s'adressent plus directement aux personnes vraiment nécessiteuses que le programme du logement coopératif, lequel était, au demeurant, un excellent programme à bien des égards.

• (1500)

M. Joe Fontana (London-Est): Monsieur le Président, d'un simple coup de plume, le gouvernement a rayé de la

carte le programme du logement coopératif auquel le ministre vient de faire allusion, un programme bien ciblé qui a fourni pendant une vingtaine d'années à des groupes de Canadiens à revenu moyen et faible des logements sûrs et bon marché. Il y a actuellement 164 000 Canadiens qui attendent d'obtenir un logement coopératif. Le gouvernement leur enlève tout espoir de jamais obtenir un logement convenable à bon marché.

En décembre dernier, le ministre avait promis six millions de dollars aux responsables du logement coopératif et voici qu'il annule hier le programme.

Le ministre ou le ministre des Finances vont-ils rétablir ce programme qui a si bien servi les Canadiens au cours des 20 dernières années?

L'hon. Elmer M. MacKay (ministre des Travaux publics): Non, monsieur le Président, pas pour le moment. Comme le député ne l'ignore pas, d'autres programmes s'adressent plus directement aux personnes vraiment nécessiteuses.

Le député ne devrait pas oublier non plus que notre gouvernement a toujours consacré davantage d'argent chaque année au logement social et qu'il continue à le faire. Je lui rappelle que la dernière année où son parti a été au pouvoir, soit en 1983-1984, il a consacré 1,2 milliard de dollars au logement social. Nous y avons consacré depuis 100 millions de plus chaque année et nous continuons à le faire.

* * *

LE CONSEIL DES SCIENCES DU CANADA

M. Howard McCurdy (Windsor-Sainte-Claire): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Le Conseil des sciences a été éliminé sur l'ordre du Cabinet du premier ministre. Ce n'est certainement pas à cause des coûts, car ils sont très peu élevés. Serait-ce, monsieur le Président, parce que le Conseil des sciences risque de voir que le programme pour la prospérité, qui promettait des augmentations sur le plan de la formation, de l'enseignement, de la technologie ainsi que de la recherche et du développement, n'est en réalité qu'une escroquerie?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Non, monsieur le Président. En fait, comme mon collègue le sait peut-être, le Conseil des sciences a fait du très bon travail. Après avoir consulté, ces dernières années, les universités, des groupes d'analystes, le secteur privé et divers gouvernements provinciaux, nous avons créé le Conseil consultatif national des sciences et de la techno-